

Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

PONTOISE, le 12/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 octobre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENGLOBE (ex Biogénie)

CHEMIN DE BRASEUX
BP 69
91540 Écharcon

Références : 2023/0749
Code AIOT : 0006516452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 octobre 2023 dans l'établissement ENGLOBE (ex Biogénie) implanté LE JACLORET 95820 Bruyères-sur-Oise. L'inspection a été annoncée le 06 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques → (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques.

Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau.

L'inspection du 10 octobre 2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGLOBE (ex Biogénie)
- LE JACLORET 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0006516452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Englobe France a développé et construit ses propres centres de traitement de très grandes capacités, véritables plateformes multi- technologiques dédiées au traitement des terres polluées. Son centre de traitement sur la commune de Bruyères-sur-Oise, réglementé au titre des ICPE, met en jeu les procédés de biotertre dynamique ex situ et de ségrégation mécanique renforcée, et dans une moindre mesure, les procédés de désorption thermique et traitement par voie physico-chimique. Ces technologies complémentaires offrent une gamme complète de solutions face aux diverses problématiques des sols pollués et permettent d'adresser un large panel de contaminants organiques et inorganiques.

Les matériaux résultant des traitements sont revalorisés à hauteur d'environ 88% d'entre eux, directement ou indirectement, via leur incorporation dans la fabrication de matériaux alternatifs venant en compensation des prélèvements dans le milieu naturel.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 27 février 2014 et complémentaire du 26 juillet 2021 applicables aux rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

- 2790 : installation de traitement de déchets dangereux (A),
- 2791-1 installation de traitement de déchets non dangereux (A),
- 3532 : valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes (A),
- 2716 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes (E),
- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux (A),
- 2515.1-a : installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes (E),
- 2517-2 : station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes (D).
-

L'établissement est autorisé à recevoir au maximum 300 000 tonnes par an de déchets soit une capacité journalière de 3 500 tonnes maximale. La surface du site est à approximativement de 6 ha. L'établissement comprend 8 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- ➔ respect de certaines prescriptions techniques des moyens de lutte contre l'incendie à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises au régime 2716,
- ➔ la prévention des risques chroniques notamment sur la pollution des eaux ou des sols.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 > I.	/	Sans objet
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet
3	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV	/	Sans objet
4	Opérations de tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformité lors de sa visite d'inspection du 10 octobre 2023. Une visite ultérieure sera programmée après la transmission d'un rapport à connaissance de l'exploitant afin de modifier ses installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7-I.
Thème(s) : Risques chroniques, Intervention des services d'incendie et de secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Le site ENGLOBE est ouvert du lundi au vendredi de 7h00 à 17h00 (hors week-ends et jours fériés) et dispose d'un gardiennage au sein du parc d'activités du port situé sur la commune de Bruyères-sur-Oise. Un système de caméra anti intrusion se trouve au niveau du bâtiment. L'accès des véhicules à l'usage de l'exploitation et celui des visiteurs sont distincts. L'inspection du 10 octobre 2023 a constaté que les deux accès au site sont suffisamment calibrés pour permettre l'intervention des services d'incendies et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : La société ENGLOBE reçoit des déchets tels que des terres, sédiments de dragage, boues et autres déchets solides. L'exploitation dispose de peu de produits liquides. Ces derniers sont des consommables pour l'usage des véhicules de l'activité. Ainsi, quelques fûts se trouvent dans un conteneur fermé à clef et sur rétention. Par ailleurs, un tableau des incompatibilités entre produits chimiques est affiché dans le dépôt. Deux cuves aériennes de type GNR à double parois de 5m3 et de 3m3 sont posées sur des dalles en béton.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution
Prescription contrôlée : Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none">– la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;– l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : L'établissement ENGLOBE utilise la technique de bioremédiation qui est un traitement des terres polluées par biopiles qui consiste à stimuler les bactéries endogènes en apportant des nutriments (azote, phosphore, etc.) en aérant les terres, en maintenant un degré d'hygrométrie correct et enfin un bon niveau de température. Les andains sont recouverts de bâches imperméables afin de limiter l'évaporation et mis en dépression par aspiration pour capter les effluents gazeux générés par le process biodégradation. Les effluents sont traités sur un filtre à charbon. Pour cela le site est organisé en plusieurs zones d'interventions, notamment d'une aire d'entreposage de déchets réceptionnés, des zones de stockage de matériaux après traitement valorisables, technique de traitement par bioremédiation des terres polluées et physico-chimique des boues et d'un bassin de rétention des eaux pluviales. Les eaux pluviales sont récupérées en vue de leur réutilisation dans le procédé industriel. Les eaux de procédés sont traitées afin d'être recyclées dans l'installation. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant un plan détaillé des installations. L'exploitant est en mesure d'indiquer sur le site où se trouvent les ouvrages (vanne, les points de rejet ...). Il est à souligner que l'exploitant à afficher l'emplacement de la vanne et le sens utile pour son bon usage. Différents stocks de terres, dont celles polluées, sont répartis sur 3 aires de traitement du site. L'entreprise ne peut évidemment pas recouvrir les stockages par des constructions. Toutefois, les stocks sont couverts de bâches, retenues par des sacs de lestage, qui peuvent être soustraites en cas de traitement ou de retrait. Par ailleurs, l'exploitant est en mesure de prévoir, en cas d'inondation, des obstacles (produits absorbants, sable compost ...) afin de préserver les parties polluées. Les produits chimiques des consommables sont entreposés dans des armoires fermées à clefs et sous rétention. Afin d'améliorer la bioremédiation des nutriments sont ajoutés de type ammonitrate. Les sacs d'ammonitrates sont entreposés sur une palette en bois dans un conteneur fermé à clef. Le conteneur est implanté sur le sol sans surélévation. Le site de Bruyères est concerné par le règlement du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la Vallée de l'Oise approuvé le 7 juillet 1998 et révisé le 5 juillet 2007. Des prescriptions générales sont imposées à toutes les zones, dont des mesures générales pour le stockage de produits dangereux. L'inspection demande à l'exploitant de surélever les sacs d'ammonitrates à la hauteur demandée par le règlement du PPRI de la commune soit au-dessus de la côte PHEC+ 50cm, afin de respecter au minimum la hauteur retenue pour les constructions en PPRI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Opérations de tri des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution
Prescription contrôlée : Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.
Constats : L'inspection du 10 octobre 2023 n'a pas constaté de dépôts de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). L'exploitant confirme que ces matériaux ne font pas partie de son exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet